

Le ministre accuse mes amis qui siègent à ma droite de se contredire—non pas que ce soit impossible, car cela nous arrive à tous à certains moments, mais il ne comprend pas qu'en général les gens sont en faveur du libre-échange. La plupart des gens veulent que les échanges se libéralisent dans le monde entier. Nous ne voulons toutefois pas nous placer dans une position désavantageuse, surtout que le gouvernement actuel ne sait pas du tout où il va ni où se trouve l'intérêt du Canada. Voilà le véritable dilemme. Si au moins nous avions l'impression que le gouvernement avait étudié la question et établi des plans. Il l'a peut-être fait mais alors nous l'ignorons et il n'y a rien qui nous permette de le croire.

Il y a quelques années, j'ai participé à l'Université de Waterloo à une expérience, soit un cours de conception d'une stratégie industrielle. L'université avait décidé de le faire parce que le ministre de l'Industrie et du Commerce de l'époque maintenait qu'il était impossible d'avoir une stratégie industrielle, que l'idée en était ridicule, infantine. Maintenant, bien sûr, le gouvernement est un peu plus réceptif à l'idée. Il y a un moyen de planifier une stratégie industrielle, et nous l'avons fait mais pas de façon vague comme le ministre aujourd'hui à la Chambre.

Nous ne sommes pas stupides, monsieur l'Orateur. Bien des personnes ici, au Canada, pourraient aider le gouvernement à élaborer une stratégie industrielle s'il n'est pas capable de le faire lui-même. Les écrits sont nombreux sur le sujet. Le Conseil des Sciences du Canada a fait un excellent travail, comme aussi le Conseil économique du Canada et même Mackenzie King, après la Seconde guerre mondiale, qui a publié une bonne étude sur le plein emploi. La Foreign Policy Review for Canadians a aussi proposé une stratégie industrielle.

Il est important que toutes les stratégies industrielles soient conçues selon certains objectifs. On ne part pas de rien; il faut savoir au départ ce qu'on recherche pour le pays. Un des thèmes qui revient dans les quatre études dont j'ai parlé est le plein emploi. Le Canada a toujours eu cet objectif et il n'est jamais parvenu à l'atteindre. En dépit de toutes les promesses qui ont été faites, sauf pour de très courtes périodes, nous n'avons jamais réussi à atteindre le plein emploi et cela parce que personne n'a fait ce qu'il fallait pour parvenir aux objectifs politiques définis dans ces études.

Avant d'établir une stratégie industrielle, il faut se demander quelles entreprises survivront le mieux dans le Canada que l'on envisage et quelles industries atteindront les objectifs que l'on s'est fixés. Si c'est le plein emploi que l'on veut, il est insensé de poursuivre les politiques que ce pays a suivies pratiquement depuis qu'il a commencé à accorder de grosses subventions pour le développement des ressources. Cela aboutit à des échecs tragiques lorsque les ressources s'épuisent et que l'on ne tient pas ses promesses comme cela a été le cas dans la province de mon ami.

A l'heure actuelle, la création d'un emploi dans une de ces gigantesques entreprises d'exploitation des ressources coûterait

près d'un million, de sorte que ces entreprises gigantesques ne sont pas très efficaces quand on a besoin de 300,000 emplois par an. Il faut faire porter ses efforts sur les industries à plus forte proportion de main-d'œuvre.

Monsieur l'Orateur, mon guide, conseiller et chef m'indique qu'il me reste encore deux minutes, et j'ai un amendement à proposer. Avec votre permission, monsieur l'Orateur, je voudrais proposer, appuyé par le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles):

Qu'on modifie la motion en remplaçant le point final par une virgule et en ajoutant immédiatement après les mots suivants:

«et la Chambre exprime son inquiétude devant la stratégie adoptée apparemment lors des pourparlers du GATT qui sont en cours, laquelle va sacrifier certains secteurs de notre industrie de fabrication, et les emplois qui y sont associés, en retour de possibilités accrues d'exportation de matières premières non transformées et semi-transformées, et condamner ainsi le Canada à demeurer un exportateur de matières premières vers les pays plus industrialisés.»

● (1702)

[Français]

M. Charles-Eugène Dionne (Kamouraska): Monsieur le président, il est facile de constater par les débats qui surgissent comme cela occasionnellement sur le secteur industriel qu'il existe vraiment un problème dans ce domaine. La semaine dernière, nous, du Parti Crédit Social du Canada, avons proposé une motion dans ce sens-là. Aujourd'hui, l'opposition officielle présente aussi une motion en rapport avec les possibilités d'exploiter les industries ici, au Canada, de façon à créer un peu plus d'emplois et à stabiliser le secteur industriel.

Je n'ai pas l'intention de critiquer simplement pour le plaisir de critiquer ou encore de condamner les administrateurs en place plus qu'il ne le faut, mais j'ai plutôt l'intention de signaler à l'attention de la Chambre ce que devrait être l'organisation industrielle et quels seraient les moyens que nous devrions prendre pour essayer de mettre de l'ordre là où il y a présentement un peu de désordre et surtout beaucoup de préoccupations de la part des manufacturiers canadiens. Il est visible par les instances que nous faisons régulièrement et les suggestions pratiques qui sont présentées à l'occasion que le gouvernement fédéral devrait tenir compte des suggestions de ces gens qui s'y connaissent dans ce domaine.

Je me souviens très bien qu'à l'ouverture de cette session, le 18 octobre 1977, on a dit dans le discours du trône que les taux élevés de chômage et d'inflation montraient clairement que les méthodes économiques d'une époque moins complexe ne convenaient plus aujourd'hui. On signalait l'urgence d'agir en profondeur sur les structures des économies du Canada et d'autres pays industrialisés. On ajoutait que cette situation trahissait un mal que seuls peuvent guérir un rajustement des valeurs et une nouvelle prise de conscience des bienfaits de la discipline personnelle et du partage équitable. J'ai eu l'occasion de dire lors d'un débat antérieur que les intentions du gouvernement fédéral de redresser la situation économique devaient se traduire par une législation mieux adaptée aux besoins de l'heure.